



## 9° CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 634 du 15 novembre 1974. Pages 9 et 10

J. Verger, J-Y Romo, J. Thibault

# nos tâches politiques face à la crise

La parution du questionnaire nous a laissé peu de temps pour y répondre. Ayant réfléchi depuis plusieurs mois sur les caractères nouveaux de la période, nous avons décidé de répondre à chaque question posée. La méthode adoptée par la DPP permet en effet un débat riche. Elle comporte pourtant un risque : celui de produire une trop grande diversité des réponses, aboutissant au Congrès à des textes nègre-blancs. C'est pourquoi nous avons préféré apporter d'emblée une réponse globale aux chapitres I, II, III. Nous publions ici notre réponse à la question n° I. « Définir les conditions concrètes d'une stratégie d'unité populaire anticapitaliste ».

## La crise actuelle du capitalisme

Elle a des effets secondaires comparables à ceux d'une crise cyclique classique, mais ses racines profondes et leurs conséquences en font une crise structurelle sans précédent.

### a) Les effets secondaires classiques de la crise

- Déséquilibre entre le secteur des moyens de production et le secteur des moyens de consommation.
- Surproduction générale par rapport à la demande solvable et développement du chômage dans l'ensemble du monde capitaliste industriel.
- Baisse du taux de profit.

### b) Les racines profondes de la crise.

La hausse générale du prix de l'énergie et des

matières premières se traduit dans le monde capitaliste avancé par une hausse considérable du prix du capital constant et, dans une moindre mesure, du prix de certains éléments de la force de travail (nourriture, transport, textile, etc..).

Cette hausse générale provoquée par des raisons politiques (nouveaux rapports de force entre impérialismes et pays du Tiers-Monde) et économiques (perspective de raréfaction à long terme des matières premières face au gaspillage effréné dont elles ont fait l'objet et à l'accélération de la surpopulation mondiale) met un terme brutal à 25 années de développement ininterrompu de l'accumulation du capital. Celle-ci était fondée à la fois sur le pillage du Tiers-Monde et sur une révolution technologique qui ne repose plus maintenant sur de nouvelles sources de matière première à bon marché. Elle prétend trouver dans l'énergie nucléaire (à quel prix et avec quelles conséquences pour l'humanité) un palliatif au fuel.

La crise d'aujourd'hui est structurelle et non conjoncturelle : elle se traduit donc par une baisse brutale de la plus-value (en valeur absolue et relative) et une remise en cause de la société de consommation. Le grippage du mécanisme de l'accumulation capitaliste met en cause les bases matérielles de l'acceptation, depuis la fin de la guerre, par les travailleurs, du capitalisme comme mode de production dominant. Mai 68 à l'échelle mondiale avait traduit le refus du capitalisme en tant que société de consommation. La crise actuelle joue le rôle de révélateur à posteriori de ce refus et de cette révolte.

Aussi, la crise actuelle apparaît-elle comme une crise de la valeur d'échange, c'est-à-dire comme une crise de civilisation. L'inflation mondiale avant 1974 exprimait déjà la tension entre le développement des forces productives et les difficultés de réaliser la plus-value. Son taux dépasse maintenant les 10 % et s'accompagne d'un véritable éclatement du système monétaire capitaliste.

### c) Conséquences de la crise sur le plan social

Face à la crise, chaque gouvernement est à la dérive dans chaque pays. Ils pratiquent, avec des variantes,

une politique de déflation plus ou moins déguisée, qui joue un rôle d'accélération du chômage. En même temps, se développe un néo-dirigisme économique qui remet en question le libéralisme économique traditionnel. La tentation est grande, pour chaque gouvernement, de diriger la société dans le style « économie de guerre » et de sacrifier des secteurs entiers du capitalisme traditionnel. Cette politique s'accompagne évidemment d'une remise en cause du pouvoir d'achat de la classe ouvrière mais aussi d'une crise dans les secteurs avancés.

Pour pratiquer une telle politique et affronter les couches sociales majoritaires, les gouvernements ont besoin d'un consensus politique général. Wilson, en Grande-Bretagne, est un exemple des risques pris par la bourgeoisie pour assurer l'essentiel de ses privilèges. En Italie, la bourgeoisie, demain, risque d'accepter une participation communiste au gouvernement. En France, l'objectif de Giscard semble être de remplir lui-même le champ politique de l'union de la gauche. Ces réponses face à la crise, faites de combinaisons diverses, sont des pis aller. L'exemple français l'illustre bien.

## Les réformes de Giscard

Elu de justesse, Giscard tente depuis les élections une politique réformiste bourgeoise, capable de couper l'herbe sous le pied de la coalition de Programme commun. Le réformisme n'est pas l'apanage du mouvement ouvrier. Nous aurions donc tort de sous-estimer l'impact de la politique giscardienne (majorité à dix-huit ans, avortement, garantie aux chômeurs licenciés pour raisons économiques, réforme pénitentiaire).

Mais nous savons les limites de cette politique inscrites dans le cadre de la crise mondiale qui atteint la France avec un peu de retard : développement du chômage et absence de tout pacte social. Elles laissent à Giscard une étroite marge de manœuvre. Ceci explique son anxieuse recherche de réformes « qui ne coûtent pas d'argent » et qui prétendent « changer les rapports sociaux ».

Pourtant, le Giscardisme pourrait disposer de certains atouts : la cohabitation avec Mitterrand comme premier ministre en cas d'élections anticipées, la menace du chômage (bien que les récents mouvements

"prouvent que cette perspective n'amène à aucune démobilisation) et de nouvelles initiatives mettant la gauche en porte à faux.

## La gauche face à la crise

Toutes les offensives auxquelles a eu à faire face Giscard ont été menées en dehors des schémas traditionnels de la gauche : mouvement des appelés, des prisons, et les nouvelles luttes sociales. La non victoire électorale de mai dernier bloque la stratégie du Programme commun : les échéances électorales semblent lointaines ; la crise du capitalisme implique non pas un replâtrage réformiste grâce à une simple conquête du pouvoir gouvernemental, mais une critique en actes des rapports de production, des rapports sociaux, du mode de production, du mode de consommation. La mise en avant immédiate d'une stratégie de contrôle ouvrier et de contrôle populaire, pour le pouvoir des travailleurs, est la seule réponse.

Le « déphasage » du PCF et du PS a déjà eu des conséquences au sein du PCF : le XXI<sup>e</sup> Congrès traduit un certain malaise d'une base, considérablement renouvelée depuis quelques années, qui n'est pas prête à avaler les couleuvres des alliances du type « union du peuple de France ». Du côté du PS, les Assises du socialisme, montagne accouchant d'une souris, sont la dernière vaguelette de la grande « mer électorale » de mai 1974. Le Congrès de janvier s'annonce difficile et la gauche (CERES), isolée, sera acculée à la bataille contre l'appareil Mauroy-Defferre chapeauté par Mitterrand.

Dans une situation sociale marquée par une combativité ouvrière importante, l'absence d'échéances électorales rend la stratégie des forces de gauche incertaine : seule une crise sociale généralisée, avec un arrêt négocié, accélérerait les échéances. Mais une telle situation conduirait à un nouveau Juin 1968 (défaite électorale). Quant à une crise sociale globale marquée par une offensive des organisations de gauche, sans répit pour le pouvoir, avec des élections à chaud, ni le PCF, ni le PS, ni la CGT, ni la direction CFDT, ne sont prêts à en assumer la responsabilité.

Pourtant, notre analyse de la période nous conduit à l'évidence à la conclusion qu'une crise sociale d'envergure se prépare en France.



## La stratégie d'unité populaire anticapitaliste

Le questionnaire de la DPP donne, à juste titre, priorité à l'action populaire à la base et dans les luttes. Cela signifie en clair qu'il ne peut y avoir de priorité accordée aux accords d'état-major. Ces accords ne peuvent en effet constituer qu'un cadre général recelant mille ambiguïtés quant à l'application. Chaque militant, chaque groupe, chaque section, doit se considérer dans leurs actions comme état-major au service de la révolution. Cette notion dépasse le simple cadre de notre parti. Lorsque des dizaines de milliers de militants autogestionnaires auront acquis cette volonté et seront capables de la faire passer dans la pratique, tout sera possible. Il faut comprendre qu'aujourd'hui les liens entre les masses et les appareils réformistes, en dehors des périodes électorales, se sont considérablement relâchés. C'est pourquoi la pratique de la dénonciation verbale des appareils (pratique propre aux groupes trotskystes) est inadéquate. Notre propagande ne doit pas se faire « contre » tel ou tel appareil, mais « pour » tel ou tel type de proposition concrète.

Quant aux contradictions entre le PS et le PCF, elles doivent être exploitées, non pas en terme d'appareils, mais en privilégiant ce qui, dans ces conflits, va dans le sens de l'autonomie de la lutte des travailleurs pour briser l'Etat bourgeois : nous devons en particulier profiter du débat PCF-PS pour mettre à nu les contradictions du Programme commun par rapport au problème de l'Etat. En ce sens, une partie des critiques (mais une partie seulement) formulées par Philippe Herzog (économiste du PCF) contre Michel Rocard sont justes.

En ce qui concerne le travail syndical, tout en évitant le piège des tendances auto-proclamées, il faut multiplier les rencontres horizontales (inter-géographiques), par branches et interbranches, et contribuer d'une manière active à la circulation des informations, des idées, des propositions, découlant d'assemblées les plus larges, les plus ouvertes possibles, en y associant syndiqués, mais aussi non syndiqués, de la CFDT mais aussi de la CGT.

Quant à la base sociale des alliances, le manifeste de Toulouse a parfaitement répondu à la question.

J. Verger, J-Y Romo, J. Thibault